UN DÉBUT DE SEMAINE TRÈS CHAUD À BÉJAÏA

Les RN 12 et 9, APC et daïra fermées par des citoyens

La wilaya de Béjaïa a connu, hier dimanche, un début de semaine des plus agités avec une série d'actions de protestation citoyenne.

La mobilisation ne faiblit toujours pas chez les travailleurs de la société privée de gardiennage GSS qui ont procédé, hier dimanche, et pour la troisième journée consécutive, à la fermeture de la RN 12 reliant la wilaya de Béjaïa à celles de Bouira, Alger et Tizi Ouzou, au niveau de l'entrée de la ville d'El Kseur.

Les agents de sécurité, qui sont employés à la résidence universitaire de Berchiche, entendent à travers leur action musclée, exiger de leur société le paiement de six mois d'arriérés de salaire.

Selon des protestataires, le patron de la société privée de gardiennage s'est engagé à payer un mois de salaire avant les fêtes de l'Aïd.

La proposition ne satisfait, néanmoins, pas les agents protestataires, qui réclament le versement des six mois d'arriérés de salaires.

«On n'a pas perçu le moindre sou depuis le début de l'année et voilà qu'on nous propose le versement d'un mois de salaire, à croire qu'on demande de la charité», fulmine l'un des manifestants. Il convient de signaler que la fermeture de cette importante voie de communication a, une fois de plus, provoqué de sérieux désagréments aux automobilistes, qui étaient contraints de faire un détour par la RN75, traversant la commune d'Amizour, pour rejoindre le chef-lieu de la wilaya de Béjaïa ou pour rallier les wilayas de Bouira, Alger et Tizi Ouzou.

Dans la cité balnéaire de Tichy, sur la côte Est béjaouie, les habitants des villages Tizi Ahmed et Aït Amrous ont investi la rue dans la matinée d'hier pour dénoncer la pénurie d'eau aiguë à laquelle ils sont confrontés depuis plusieurs mois.

Photo : DR

Après avoir fermé la RN 9 à la circulation automobile durant un long moment, les citoyens protestataires ont décidé de cadenasser les sièges de la daïra et de l'APC de Tichy pour exprimer leur colère face à cette situation de précarité dont souffrent leurs villages. Des manifestants témoignent que leurs robinets demeurent à sec depuis trois mois. Adekar a vécu aussi, ce dimanche, une journée de vive tension. Les résidents des lotissements 1 et 2, au centre-ville, ont fermé, dans la matinée, le siège de la daïra pour exiger une réelle prise en charge de leurs doléances. Les protestataires réclament des travaux de viabilisation au sein de leur cité, notamment l'éclairage public, l'assainissement et le revêtement de la route menant vers les deux lotissements. Créés en 1985, ces deux lotissements sont à ce jour non viabilisés, selon l'un des membres du collectif des résidents, indignés que leurs doléances, maintes fois portées à la connaissance des autorités depuis plusieurs années, n'aient pas rencontré une oreille attentive.

A. K.

SUITE À L'ATTRIBUTION DES LOGEMENTS SOCIAUX DU CHEF-LIEU

Le FFS dénonce et montre du doigt les manipulateurs

Deux semaines après l'affichage des listes des 507 pré-bénéficiaires de logements sociaux du chef-lieu de Béjaïa, la rue grogne toujours sous la contestation populaire, notamment au niveau de la daïra et des services de recensement des recours installés au siège de la wilaya.

Le FFS a apporté ce samedi son «soutien total» aux citoyens non retenus par la commission d'attribution et dénoncé les modalités et les critères ayant caractérisé la confection des dites listes.

Réuni le 22 août dernier au siège de sa fédération, le secrétariat de la section du FFS de Béjaïa a examiné de plus près la situation induite par la distribution des logements sociaux locatifs qui a donné naissance à une vague de contestation citoyenne suite à de nombreuses irrégularités constatées dans la gestion de ce dossier.«L'irresponsabilité mise à nu» c'est ainsi que le parti d'Aït Ahmed a titré sa déclaration rendue publique et affichée dans tous les quartiers de la capitale des Hammadites.

«Au petit matin du mardi 16 août 2011 en catimini, comme pour confirmer la clandestinité et l'opacité qui ont prévalu lors de l'examen des demandes de logements, on a procédé à l'affichage des listes des pré-bénéficiaires à travers différents quartiers de la ville, excepté au niveau du siège de l'APC comme l'exige la loi», soulignent les responsables locaux de ce parti, avant d'ajouter «ainsi donc, après la longue attente ,la montagne vient d'accoucher d'une souris.

Quel crédit accorder à une commission de répartir les logements, composée de cadres de l'administration locale et présidée par le chef de daïra, ignorant tout de la réalité sociale de la commune ?

Mais hélas, la liste des pré-bénéficiaires a été cautionnée par le maire de Béjaïa, qui est d'obédience FLN, parti qui s'enorgueillit d'être l'allié le plus zélé de l'administration quand il s'agit d'humilier ou de brimer le citoyen». Au vu de l'ensemble des listes, constatent les partisans du FFS qui estiment qu'«avec dépit que le clientélisme, le passe-droits, l'acccointance avec les décideurs locaux, l'aliénation à certains, les relations de tout ordre tant familiales que sentimentales ont souvent servi de critères pour être pré-bénéficiaires d'un logement.

Photo : DR

Aussi devant cette situation, la section du FFS de Béjaïa interpelle tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à l'élaboration de ces listes de pré-bénéficiaires de logement social locatif et qui, par leur attitude, tente de semer la graine de la discorde, mais aussi veulent pousser les citoyens à la violence et faire sombrer Béjaïa dans le chaos».

La section du FFS de Béjaïa a appelé les citoyens à demeurer vigilants et calmes et d'user de toutes les voies de recours que leur confère la loi pour être rétablis dans leurs droits et somme la commission de recours de la wilaya de travailler dans la transparence la plus totale, de traiter avec minutie tous les recours introduits conformément au décret exécutif n° 08-142 du 11 mai 2008 fixant les règles d'attribution du logement public locatif, afin que l'équité dans la distribution soit garantie et surtout pour que tous les «manipulateurs et fraudeurs» soient débusqués pour répondre de leurs actes malveillants.

Kamel Gaci

Deux experts du PNUD-mate à Sidi Bel Abbès

Dans la journée de dimanche dernier, deux experts du programme des Nations unies au développement (PNUD-mate) étaient à Sidi Bel-Abbès pour une séance de travail qui s'est tenue au siège de la Direction de l'hydraulique et à laquelle ont assisté le directeur des forêts, de l'environnement et de l'hydraulique. La séance de travail s'est articulée autour du plan général de prévention contre les risques majeurs des catastrophes naturelles.

Les deux experts ont pris connaissance du système d'information géographique élaboré par Sidi Bel-Abbès afin de mieux cerner la problématique des inondations à travers la wilaya de Sidi Bel-Abbès.

La wilaya de Sidi Bel-Abbès fait partie de ce plan général de prévention contre les inondations parmi les neuf wilayas pilotes exposées aux aléas de la nature, notamment les inondations. Il y a lieu de rappeler que la wilaya de Sidi Bel-Abbès a régulièrement vécu des catastrophes naturelles telles que les inondations qui ont entraîné de graves dégâts tant sur les vies humaines que matériels.

A. M.

Avec un sinistre palmarès de 20 peines de prison, un dealer récidiviste écroué

La brigade de recherche de la gendarmerie de Sidi Bel-Abbès a, dans la journée du 26 août dernier, arrêté un récidiviste âgé de 37 ans, alors qu'il tentait d'écouler du kif et des psychotropes en plein centre-ville de Sidi Bel-Abbès.

Selon nos sources, le mis en cause qui a à son sinistre palmarès 20 peines d'emprisonnement pour des délits divers, notamment liés au trafic de drogue et aux psychotropes, a été arrêté en possession de 50 g de kif traité, 110 comprimés Ryvotryl, une bombe lacrymogène et un sabre bien dissimulés. Présenté devant le procureur de la République de Sidi Bel-Abbès, le récidiviste a été une fois de plus écroué.

A. M.

Arrestation d'un groupe de malfaiteurs, dont une femme

La 1e Sûreté urbaine de Sidi Bel Abbès a mis, dernièrement, hors d'état de nuire un groupe de malfaiteurs dont une femme, selon le communiqué de la cellule de communication.

Dans la journée du 7 août dernier, un commerçant a déposé une plainte auprès des services de police après avoir constaté que la marchandise entreposée de son véhicule, garé en plein centre-ville, a disparu.

Les investigations vont mener à l'arrestation des trois mis en cause, âgés de 19 à 25 ans, ainsi que d'une femme, âgée de 41 ans. La perquisition des domiciles des prévenus a permis de récupérer la marchandise volée, d'un montant de 16 millions de centimes. Déférés devant le procureur de la République de Sidi Bel Abbès, sous les chefs d'inculpation d'association de malfaiteurs, destruction de biens d'autrui et vol qualifié, les trois mis en cause ont été écroués alors que la femme a bénéficié d'une citation directe.

A. M.